

L'unité et la transmission du pouvoir en Chine. Divisions, différences et lignes de rupture

Diana Lary

Volume 27, Number 3, 1996

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/703632ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/703632ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Lary, D. (1996). L'unité et la transmission du pouvoir en Chine. Divisions, différences et lignes de rupture. *Études internationales*, 27(3), 639–649.
<https://doi.org/10.7202/703632ar>

ESSAI

L'unité et la transmission du pouvoir en Chine

Divisions, différences et lignes de rupture

Diana LARY*

Selon le cliché admis, l'unité de la Chine est restée intacte des siècles durant, plus de deux mille ans. Dans un article de 1995 paru dans *The Economist*, on affirme que la Chine :

... dans sa forme actuelle reflète des structures vieilles des deux derniers millénaires, que c'est aussi le cas de certaines grandes régions depuis au moins quatre mille ans¹».

Cette idée est confirmée par la culture, l'art, la cuisine, par la famille et les valeurs chinoises, autant de domaines où l'homogénéité prime et atteste qu'il y a adéquation entre ces réalités et son peuple.

Mais la réalité n'est ni sereine ni immuable. La culture chinoise prône l'unité très souvent parce que cette dernière n'a pas été réalisée. Depuis son unification officielle en 221 av. J.-C., donc il y a vingt-deux siècles, l'État chinois n'a pas été gouverné comme une entité unique pendant au-delà de huit siècles. Certaines des périodes de désunion ont eu un impact mineur (circonscrit à une petite région à l'extérieur de la juridiction centrale) ou ont été très courtes, mais d'autres plus longues témoignent de divisions profondes. Pendant la plus longue période de dissension, entre la chute des Han et l'accession au trône des Sui, la Chine est restée désunie pendant plus de trois siècles et demi. À l'époque contemporaine, elle a connu sa plus longue période de désunion de 1916 à 1949. Après cette date, des composantes substantielles du pays – Taiwan et Hong-Kong – ont échappé à l'emprise du gouvernement central.

* Professeur d'histoire chinoise au Département d'histoire de l'Université de Colombie-Britannique (UBC), Vancouver, Canada.

1. «Survey China», *The Economist*, 18 mars 1995, p.22.

Revue Études internationales, volume xxvii, n° 3, septembre 1996

La force du pouvoir central a fluctué tout au long de l'histoire de ce grand pays. Si le pouvoir s'amplifie, la Chine prend de l'expansion et s'il décline, le territoire de l'État se contracte et va même jusqu'à se fragmenter. Ce phénomène est le plus manifeste dans la configuration physique du pays, mais se traduit ailleurs sur les plans économique, idéologique et linguistique, et à cause du territoire national diminué, il met en péril le pouvoir central.

À l'intérieur de la Chine, la transmission du pouvoir a des conséquences majeures sur ses relations internationales. Les États étrangers ne peuvent guère influencer ce phénomène, car la Chine fonctionne à son propre rythme. Toutefois, les pays, les entreprises et les gens qui ont de gros intérêts dans ce pays, doivent dans leur propre intérêt comprendre ce mécanisme pour s'assurer qu'ils regardent bien en face la réalité et qu'ils ne jonglent pas avec des abstractions. Il faut bien voir que la Chine est un pays aux visages multiples, qu'elle n'est pas une entité monolithique, dont l'unique centre d'activités est Beijing. Dans chaque sphère de relations, il faut saisir dans quelle mesure le pouvoir est transmis, à quel moment, comment cela se fait, et pour maintenant, voir comment l'État se fragmente et où apparaissent les facteurs de division.

Il faut évaluer jusqu'à quel point la Chine peut être instable avec l'impact que cela a à l'intérieur de ses frontières, sur ses voisins et la sécurité de la région. Au chapitre de la modernisation, il faut savoir quels efforts le pouvoir central consent pour préserver son contrôle, par exemple en reléguant au second plan la protection de l'environnement, les réformes politiques ou juridiques. De plus, il faut envisager la possibilité d'un regain de la ferveur religieuse avec comme corollaire la recrudescence des persécutions, surtout lorsqu'on sait que des coreligionnaires sont présents en terre canadienne. Au chapitre des relations économiques, les investissements et le commerce planifiés à long terme requièrent une bonne connaissance des rapports de forces entre le gouvernement central et ceux des régions, pour décider opportunément à quel niveau on pourra travailler.

Par ailleurs, il faut soupeser les répercussions des divisions en Chine, et la possibilité de voir surgir des contingents de réfugiés. Une autre possibilité est la perte de capitaux étrangers, et une troisième serait la perte de marchés. Tous ces scénarios se sont produits au moins une fois à un moment ou un autre au cours des quatre-vingts dernières années. En 1949, plusieurs millions de Chinois se sont réfugiés dans des pays étrangers. Après 1941, les capitaux étrangers investis dans le pays furent transférés au Japon et après 1949, au gouvernement communiste. De 1949 à la fin des années 1970, la Chine a interdit le commerce avec les pays étrangers, sauf pour quelques rares exceptions comme le Canada dont elle a commencé à importer le blé au début des années 1960.

Les étrangers qui font des affaires avec la Chine ignorent pour la plupart comment fonctionne le commerce en dehors de la capitale nationale et acceptent d'emblée la thèse du pouvoir étatique qui se dit fort. Selon les tenants de

la culture officielle, l'histoire est la meilleure façon pour commencer à chercher des réponses, car elle aide à comprendre la Chine d'aujourd'hui. D'ailleurs, selon la tradition chinoise, l'histoire reflète le présent.

Ruptures dans la configuration physique

Si le centre s'affaiblit, les ruptures les plus visibles se manifesteront aux limites des provinces. En Chine, les provinces sont des entités administratives pour la plupart fières de leur identité collective, et très sensibilisées à leur propre histoire. Mais les similarités s'arrêtent là. Sur les plans démographique et économique, les écarts d'une province à l'autre sont considérables. Un gouvernement central fort exige beaucoup des provinces riches, car elles aident celles qui sont moins bien nanties. Au temps des empereurs, les gouvernements au pouvoir recouraient assidûment à cette pratique et les communistes ont fait la même chose jusqu'à la Révolution culturelle. À une époque où le pouvoir central est plus limité, les provinces riches sont susceptibles de prendre leurs distances et de consolider leur autonomie financière. Dans les périodes où les pouvoirs sont transmis plus facilement, les provinces qui se concertent peuvent saper complètement le pouvoir central. Au cours des années de la première République, le pouvoir des provinces s'accrut et lorsque Yuan Shi-k'ai tenta de se faire sacrer empereur en 1916 contre les vœux des provinces, il échoua à cause de leur défection. Et l'inaptitude de Chiang-Kai-shek à traiter avec les provinces eut pour conséquence de l'affaiblir irrémédiablement face à l'ennemi de toujours, le Japon. Plus tard, dans le chaos de la Révolution culturelle, le pouvoir central était détenu par plusieurs provinces prêtes à se retirer pour mieux s'isoler. De nos jours, depuis que des réformes sont appliquées, les provinces affirment leur identité plus que jamais et plusieurs d'entre elles puisent leurs forces dans leur histoire, ce qui permet de montrer que toute province a depuis toujours sa propre identité qui la démarque du reste de la Chine.

La transmission du pouvoir à une province peut faire que son territoire tombera sous l'empire d'un pays étranger. Dans ces circonstances, il s'agit de savoir quelle est l'importance de sa position géographique. Dans une période où le pouvoir central est faible, les provinces en périphérie peuvent tomber sous la coupe d'un agresseur étranger, comme cela est arrivé à trois provinces du Nord-Est de la Chine en 1931 qui furent conquises par le Japon. Si les provinces orphelines n'ont pas de frontière internationale, il n'y a guère de conséquence pour les relations internationales, bien qu'une scission affaiblisse le pouvoir central, puisque le pays est soudainement privé d'une part du revenu et de l'appui d'une partie de la population.

Dans une autre perspective, la Chine est divisée en macrorégions, dont certaines d'entre elles sont des groupes de provinces formés officiellement, comme c'est le cas pour le Huguang, le Liangguang, ou les districts militaires actuels. Les macrorégions économiques comme celle de la vallée du Yang-Tsé ont des frontières moins bien définies. À l'intérieur de la Chine, la perte du

contrôle total sur les macrorégions est souvent causée par les pays étrangers. À la fin de la dynastie Qing, les puissances impérialistes étrangères appelaient « sphères d'influence » les macrorégions qu'elles convoitaient. Elles se chicanèrent entre elles pour avoir leur part du gâteau : ce fut l'époque de la ruée des Concessions. Les Britanniques réclamèrent la vallée du Yang-Tsé, les Français le Sud-Ouest, les Allemands le Shandong. Quant aux Soviétiques et aux Japonais, ils s'approprièrent le Nord-Est. Ce partage sordide engendra des conflits internationaux : la Révolte des Boxers et la guerre sino-japonaise.

Au chapitre de l'histoire de la Chine, une nouvelle forme de région est la région ayant la cité comme centre de gravité. Le gros du développement économique moderne s'est fait dans les grandes villes côtières, toutes à un certain degré sous l'influence d'une puissance étrangère : Shanghai, Tianjin et Dalian. Durant leur âge d'or – soit les trois premières décennies du xx^e siècle – ces villes étaient plus riches et plus prospères que dans le reste de la Chine. Elles attiraient les gens dynamiques et talentueux. Shanghai trouva son caractère propre, et ses habitants forgèrent un dialecte, une réussite remarquable pour une ville nouvelle. Mais après 1949, son esprit indépendant et son cosmopolitisme ne l'avantagèrent pas dans ses rapports avec le pouvoir communiste central. En effet, après la révolution chinoise, le gouvernement central a exercé un contrôle serré sur Shanghai, mais celui-ci s'est beaucoup relâché avec la Révolution culturelle. La ville continue d'afficher une attitude indépendante et le pouvoir central, même lorsqu'il a une forte représentation auprès de la ville, a toujours de la difficulté à mettre au pas la région.

La complexité du pays, de par ses composantes géographiques et ethniques, a produit des lignes de rupture allant au-delà des frontières de la Chine. Elles déterminent les régions transnationales qui sont en partie en Chine et en partie à l'extérieur de celle-ci. La plupart de ces régions, ont des liens avec le pays et une ethnie qui n'est pas Han ; ces régions ont une longue histoire sécessionniste qui demeure encore dans la mémoire des gens aujourd'hui. Les Mongols vivent en Mongolie intérieure et en Mongolie. Pourtant, il y a quatre fois plus de Mongols vivant en Chine qu'en Mongolie. Depuis huit siècles, les Mongols n'ont pour ainsi dire pas causé de problèmes sérieux à la Chine, mais les leaders chinois connaissent bien l'histoire de cette ethnie et ne présument pas qu'ils seront dociles pour toujours. Les Zhuang/Dai du Guangxi et du Yunnan ont des proches parents avec des compatriotes vivant outre-frontière, en Thaïlande et au Viêt-nam ; même s'ils ne sont pas organisés, ces rapports existent bel et bien. Les Uighurs dans le Xinjiang ont des liens avec leurs ethnies qui vivent en territoire russe ; de plus, dans les années 1920 et 1930, ils avaient des rapports étroits entre eux. Quant au Tibet – à l'intérieur du territoire indien – ses liens transnationaux sont ténus et sa chance de constituer un État dépend du bon vouloir de la Chine. La mobilisation d'une région transnationale dépend de la faiblesse du pouvoir central et se fera avec l'émergence ou le renouveau de l'identité nationale de celle-ci. Cette double exigence fait qu'il est difficile d'évaluer la gravité de la menace potentielle. La

région transnationale la plus susceptible de se manifester et d'user de son pouvoir politique serait celle des Mongols qui pourraient faire revivre la mémoire de leur grand chef, Genghis Khan.

Un autre type de région transnationale est le bloc économique, celui des chinois Han en Chine et outre-frontière. Ces régions bénéficient de réseaux de relations plutôt que de frontières géographiques. Le modèle historique est le réseau Guangdong/Nanyang. À l'origine du développement de ce type de région, il y a le commerce dont les paramètres de fonctionnement ont des liens historiques et sub-ethniques. À l'heure actuelle, le type de région le plus important, le réseau Guangdong/Hong-Kong/Grande Chine, est une région en plein essor que des liens ethniques et linguistiques rapprochent. Le réseau Taiwan/Fujian/Philippines repose sur la culture et le dialecte minnan. Ces deux régions mettent plus avant leur propre intérêt économique en regard de celui du reste de la Chine. Le pouvoir central peut être fier de leurs réalisations, mais il ne peut pas les contrôler. Le retour en 1997 de Hong-Kong dans le giron chinois sera le test véritable qui révélera si le pouvoir central peut reprendre pleinement les rênes du gouvernement, et si tel est le cas, s'il peut maintenir le boom économique.

Le troisième type de région transnationale, la région de développement, se fonde uniquement sur des facteurs économiques : la combinaison heureuse capital, main-d'œuvre et marchés, le point culminant de la rationalité économique. Le réseau Shandong/Liaoning/Japon/Corée est le plus en vue tandis que le réseau Jilin/Corée/Russie est le deuxième, mais loin derrière. Ces régions sont plus sensées du point de vue économique que politique. Leur promotion qui se fait de l'extérieur éveille des craintes et des soupçons : serait-ce le réveil de vieilles ambitions japonaises, ce qui rend tout projet beaucoup moins attirant pour les «partenaires» chinois. La rationalité économique ne peut pas s'élever au-dessus de l'opposition politique, comme les Japonais l'ont constaté dans les années 1930.

Les divisions d'ordre spirituel et idéologique

Même si les ruptures physiques sont plus évidentes, celles qui n'en sont pas, ont toujours par le passé eu des répercussions sur l'intégrité de l'État. Dans l'histoire récente, les divisions de nature spirituelle et idéologique ont déchiré la Chine à plusieurs reprises. L'Empire du Milieu a assimilé au moins quatre religions au cours des deux derniers millénaires. La pratique de nouveaux cultes a amené des changements et a eu des effets perturbateurs. La première religion à s'introduire a été le bouddhisme. Le Bouddhisme orthodoxe est depuis longtemps intégré dans la structure de la société chinoise et ne constitue pas une menace pour le pouvoir central, mais le bouddhisme de la Secte jaune – la religion des minorités tibétaine et mongole, des gens mécontents – engendre des divisions et, à cause de la ferveur de ses fidèles, alimente des tendances séparatistes. Cette secte a un atout que d'autres forces perturbatrices n'ont pas : un chef en la personne du dalaï-lama, le guide spirituel des bouddhistes tibétains et mongols.

Le christianisme est arrivé au ^{xvi}^e siècle et tel que pratiqué par les jésuites aux ^{xvi}^e et ^{xvii}^e siècles. Ces religieux appuyaient le pouvoir central, mais plus tard, des protestants venus s'établir en terre chinoise, eurent des effets très néfastes sur l'unité du pays. La dynastie mandchoue Qing a failli tomber à cause de la rébellion de T'ai-p'ing (1852-1865) dont le chef, une sorte de «pape» croyait être le frère cadet du Christ. La révolte balaya presque la moitié du pays et ne fut réprimée que grâce à une intervention brutale et massive du gouvernement impérial. De nos jours, il y a plusieurs confessions de foi chrétienne, mais aucune pour le moment ne recèle d'éléments de dissidence, sauf une qui a ce potentiel. Les Chrétiens de la Pastorale sont bien contrôlés par la bureaucratie ; quant aux chrétiens intellectuels et non pratiquants, ils ne sont pas organisés. Ces deux dernières catégories de croyants ne menacent pas d'engendrer des divisions. Par contre, les sectes chrétiennes charismatiques poussent comme des champignons dans les régions rurales et sont moins malléables. Elles ont des liens forts avec les sectes populaires, traditionnellement à la base des rébellions paysannes cycliques.

L'Islam a une histoire de plus d'un millénaire en Chine. À la fin de la dynastie mandchoue des Qing, le renouveau islamique s'est répandu dans les grandes communautés musulmanes et a fomenté deux grandes rébellions musulmanes, qui ont failli entraîner la sécession de l'Ouest et du Nord-Ouest de la Chine. De nos jours, ces communautés musulmanes, qui ont survécu, sont à nouveau en contact avec des coreligionnaires à l'extérieur de la Chine et leur ferveur doit être prise en compte, en particulier dans le Nord-Ouest.

L'idéologie la plus récemment importée, le marxisme, est maintenant reléguée au second rang, car on estime que ce courant de pensée moribond a échoué. Pourtant, il y a à peine soixante-dix ans, le marxisme avait séduit les leaders actuels, qui étaient à l'époque de très jeunes hommes croyant en l'internationalisme organisé par le Kominterm et qui furent amenés à lutter pour la révolution. Bientôt, le jeune gouvernement communiste chinois se considéra comme le chef de file des pays du Tiers-monde. Nul doute qu'il y a encore des marxistes en Chine et l'inégalité, la corruption, l'exploitation des travailleurs, des problèmes qui ont d'abord amené les gens à adhérer au marxisme, existent toujours. Ce peut être malavisé de jeter le marxisme aux oubliettes. D'autres formes d'engagement politique et idéologique semblent moins bien conçues pour réussir. Bien qu'une large part de Chinois veuillent un système plus juste, moins corrompu, rien ne laisse augurer la formation de partis politiques démocratiques. Le peu d'activité en ce sens est réprimé très rapidement.

Les différences linguistiques

Les identités régionales sont déterminées par les lignes de rupture politiques et linguistiques. La Chine est divisée autant par les dialectes que la politique. Un grand nombre de dialectes n'ont aucune similarité et ils ne peuvent être compris d'une région à l'autre. De plus, la langue commune

écrite ne transcende pas les distinctions, et on ne peut pas parler d'unité sur le plan linguistique et culturel. Le pouvoir impérial était enchâssé dans une langue d'usage commune. Ce pouvoir comptait sur une élite bureaucratique pour régir l'État. Grâce à un système d'examens, il sélectionnait des individus dont le talent était jugé selon les compétences qu'ils avaient dans la langue classique, l'ultime élément unificateur de la Chine, le fondement de sa culture. Travailler pour l'État offrait des avantages si grands que les jeunes hommes ambitieux et talentueux renonçaient volontiers à leurs origines pour mieux s'intégrer à l'élite du pouvoir impérial.

Le vieux système élitiste a disparu en 1905 avec l'abolition du système d'examens. La transformation de la langue en un langage en partie phonétique, basée sur le dialecte du Nord, mina l'hégémonie de la langue classique. Le culturalisme comme force unificatrice fut remplacé par le nationalisme. Après 1949, les communistes ne restaurèrent pas l'unité de la langue traditionnelle, mais firent une tentative pour introduire une seule langue parlée qui s'écrit en caractères romains. Elle échoua complètement. La langue écrite commune se perpétue avec des caractères simplifiés, mais les dialectes parlés sont plus que jamais vivants.

La perte de la langue et de l'hégémonie culturelle prive le pouvoir central d'une forme de contrôle essentielle. La langue sera-t-elle à l'origine de la division politique, l'élément si familier au Canada et en Belgique ? De prime abord, cela semble peu probable en Chine où les différences n'existent que dans les langues parlées. Mais en y réfléchissant, avec l'essor des langues écrites basées sur les dialectes parlés, et avec l'explosion de l'informatique, et donc la capacité soudaine d'écrire rapidement les caractères de ces dialectes, rien n'est moins sûr.

Pour contrer les forces centrifuges

La transmission du pouvoir central a toujours représenté une menace sérieuse pour son gouvernement. Il faut s'efforcer constamment de préserver l'unité : c'est une lutte acharnée entre le pouvoir central et les forces sécessionnistes. La bataille n'a jamais été gagnée ni perdue de façon permanente. Mais elle a nécessité une énergie et une concentration énormes. L'État doit mener une bataille incessante pour rester unifié et cette bataille exige toujours des ressources.

La peur viscérale de voir la Chine se scinder, qui a hanté tous les empereurs depuis la fondation de l'État en 221 av. J.-C., a généré une obsession d'égale intensité, mais au sujet de l'unité. Préserver l'unité a toujours été d'une extrême importance : de nos jours le caractère sacré de cette mission s'impose plus que jamais. Récemment la réapprobation par les autorités du confucianisme ne vise pas à renforcer les valeurs familiales, mais à remettre à l'honneur la notion d'une culture ancienne et unie. On évite de parler de désunion et de désaccord. Un système fédéral qui semble être

rationnel pour un État où les régions ont de l'influence est une idée odieuse pour les autorités chinoises. Il est plus facile de critiquer le socialisme que de critiquer l'idéal d'un État intégré.

Depuis toujours, le pouvoir central traditionnel s'est efforcé de maintenir l'unité en divisant les Chinois et des non-Chinois. La Grande Muraille – symbole suprême d'unité – protégeait le pays des barbares, mais la façon de traiter les étrangers a eu beaucoup plus d'influence pour préserver le caractère sacré de l'Empire du Milieu. On achetait le silence des barbares en leur faisant payer un tribut. Les premières relations avec les Européens par la ville de Canton étaient menées par une poignée de marchands qui étaient non seulement chargés de commercer avec les Occidentaux, mais aussi de les tenir à l'écart des autres représentants du gouvernement chinois.

L'agression étrangère et la transmission des pouvoirs

Le très complexe gouvernement impérial a été déstabilisé par l'arrivée d'Occidentaux turbulents, bien déterminés à faire fortune en commerçant avec la Chine. Les puissances occidentales impérialistes se sont arraché le territoire chinois, ce qui a favorisé la transmission des pouvoirs aux régions. Chaque pays réclamait sa sphère d'influence en Chine. Le morcellement du pays à cause des étrangers a entraîné en 1911 l'abdication des Qing. Au lieu d'être remplacée par les révolutionnaires de Sun Yat-sen, cette dynastie fut supplantée dans les régions par des seigneurs de la guerre, dont certains étaient à la solde d'étrangers comme ce Shang Zuolin dans les années 1920, l'ami rusé des Japonais en Mandchourie, ou alors Chen Jitang, le jovial et cynique chef militaire de Guangdong qui était aussi l'allié des Britanniques dans les années 1930.

Les puissances impérialistes qui forcèrent la Chine à se morceler préparèrent à leur insu la montée du nationalisme. En effet, cette agression humiliante provoqua la montée d'un mouvement nationaliste qui, sous le parti communiste, aboutit à l'élimination de toute puissance étrangère, et après 1949, à l'expulsion presque complète des ressortissants étrangers.

Paradoxalement, l'intrusion des étrangers a fait que les têtes de pont de l'impérialisme ont été des bases pour lutter contre ceux qui gouvernaient la Chine. Ceux qui luttaient contre les Mandchous, les seigneurs de la guerre, ensuite contre le Guomindong et puis contre les communistes se mettaient tous à l'abri à Hong-Kong ou dans la concession étrangère de Shanghai. Dans un passé récent, chaque gouvernement a été aux prises avec une opposition intérieure, venant de régions chinoises sous le contrôle étranger. La Chine affirme qu'elle est bien déterminée à ce que Hong-Kong ne soit plus jamais utilisée comme foyer de subversion : ceci s'explique du fait que le parti communiste connaît sa propre histoire.

À l'heure actuelle, l'économie reflète l'évolution antérieure, d'époques révolues où le pouvoir central était faible ou inexistant. Les secteurs économi-

ques sont ceux qui sont le plus influencés par l'extérieur : Guangdong/Hong-Kong, Shanghai, Tianjin, Dongbei. Après avoir été en désuétude pendant longtemps mais aussi après avoir été attaquées sans détour, elles se sont ravivées au cours de la dernière décennie. Les nouvelles créations de l'économie socialiste, qui sont logiques eu égard à l'économie intérieure du pays comme à Wuhan et Paiyuan, sont moins actives.

Le nationalisme, la résistance au vieil ennemi qu'est le Japon, a aidé les communistes à prendre le pouvoir en 1949. Un État fort et centralisé, dont le monde extérieur a été exclu, s'est formé : le développement de la Chine socialiste s'est fait dans l'isolement. Mais l'expérience de l'unification du pays dans l'isolement a été un avertissement pour les Chinois. Les abus de l'État et des pouvoirs politiques ont abouti à la Révolution culturelle et au discrédit du marxisme, qui a cessé d'être un élément unificateur. Il n'y a plus d'appel urgent au nationalisme puisque la menace étrangère a cessé, puisqu'il n'y a plus de véritable ennemi de l'extérieur, et puisque la Chine est en bons termes avec la plupart des pays.

Le pouvoir central a développé de nouvelles formes de nationalisme, mais sans grand succès. Le sport a cessé de nourrir les sentiments nationalistes parce qu'on s'en est trop servi et parce qu'il y a eu trop d'affaires de dopage. Le récent boom économique dont a bénéficié la Chine ranime la fierté nationale, mais suscite aussi des dissensions. Récemment, les menaces que la Chine a proférées contre Taiwan peuvent avoir été une tentative pour raviver le sentiment nationaliste. Mais les autorités ont cessé leur action pour le moment, peut-être parce que cette affaire n'a pas rallié l'opinion publique chinoise. Même le retour tant attendu de Hong-Kong dans le giron chinois n'a pas autant d'éclat qu'on l'avait espéré, parce que sa rétrocession est prévue depuis si longtemps et parce que les habitants de Hong-Kong ont des sentiments très ambivalents à l'égard de la mère-patrie.

Sans une idéologie solide, sans un sentiment nationaliste passionné, le gouvernement central doit exister dans un état constant de tension pour que se maintienne l'unité de l'État. Même s'il n'a pas vraiment à craindre la perte soudaine d'un territoire – à cause d'une sécession ou d'une invasion – il doit se préoccuper de la dévolution du pouvoir. Avec de nombreuses formes possibles de morcellement, la croissance d'une forme quelconque engendrera la croissance d'une autre.

Les divisions de la Chine et le monde d'aujourd'hui

À l'heure actuelle, apparaissent de multiples formes de dissensions ainsi que des façons de transmettre le pouvoir, naturelles, mais toujours menaçantes pour le gouvernement central. La croissance rapide des régions économiques semble affaiblir surtout le pouvoir central : ainsi, le contrôle qu'il exerce sur les finances se dilue au fur et à mesure que diminue son revenu à l'échelle nationale. D'autres forces de divisions sont plus atténuées bien qu'elles ne

soient pas pour autant faciles à contrer et toutes contribuent à saper le pouvoir central. Elles peuvent le rendre plus implacable à l'égard de gens qu'il considère être des dissidents. C'est le cas de la dernière dynastie des empereurs Qing dont le gouvernement affaibli a permis l'extermination de millions d'adeptes du mouvement religieux T'ai-p'ing, de musulmans et paysans rebelles.

Plusieurs scénarios sont possibles pour l'avenir. Celui de l'effondrement du pays est peu probable, parce que le régionalisme à saveur politique n'a jamais abouti à la sécession, du moins dans la région du Han. La dissolution anarchique est plus probable : cela préparerait la voie pour une intervention militaire et l'apparition de nouveaux seigneurs de la guerre. Autre scénario sinistre : le retour au pouvoir de l'extrême gauche et l'isolement, mais c'est moins probable, dans une société épuisée par les difficultés politiques. Le scénario le plus plausible suppose l'autonomie économique des provinces riches, et que le pouvoir central s'occupe des provinces pauvres². Enfin, une formule dosée, que les Chinois désirent ardemment et que les optimistes à l'extérieur du pays espèrent voir se concrétiser, serait d'équilibrer les choses : le pouvoir central reconnaîtrait d'office qu'il a perdu son emprise, les failles seraient colmatées et le pays se tirerait d'affaire tant bien que mal.

Au Canada, il faut prévoir ce qui se prépare pour juger des connaissances qu'on doit avoir et qu'on prendrait pour acquises s'il s'agissait de relations avec d'autres pays que la Chine. Ensuite, on pourrait faire des choix éclairés sur les politiques à adopter et sur la planification. Le gouvernement fédéral canadien doit traiter avec le pouvoir central chinois dans les relations bilatérales, mais il devrait le faire en essayant de savoir quelle est l'emprise réelle de ce pouvoir. Récemment, la Chine a eu la cote à cause du boom économique qu'elle a connu ; et les hommes d'affaires se sont pris d'engouement pour son succès. Les Canadiens doivent s'assurer que cet enthousiasme ne provient pas d'évaluations erronées sur l'importance du marché chinois ni sur le degré d'intégration de la Chine.

Tout ceci a des conséquences pour le Canada et sa politique intérieure. Si le pouvoir central chinois réagit durement contre des groupes ayant des liens étroits avec des communautés chinoises vivant au Canada, il y aura des répercussions. À l'heure actuelle, la stratégie du Canada est axée sur le commerce et se fonde sur l'espoir qu'un gouvernement efficace et le maintien du respect des droits de la personne prévaudront. Si ce changement ne se produit pas, cela pourrait inverser l'équation et le problème des droits de la personne menacera les échanges commerciaux. Si la Chine traite Hong-Kong sans ménagement après 1997, si les chrétiens sont persécutés, alors les Chinois établis au Canada ayant des liens serrés avec leurs compatriotes pourraient demander au gouvernement fédéral de prendre position.

2. Lincoln KAYE, «The Grip Slips», *Far Eastern Economic Review*, 11 mars 1995, p. 18.

Les paliers de gouvernement inférieurs ont plus de latitude : ils pourraient traiter avec leurs vis-à-vis qui dépendent du pouvoir central chinois, élargir leur connaissance spécialisée d'une région donnée, comme l'Alberta l'a fait par exemple avec Heilongjian. Des individus peuvent jouer un rôle plus précis : ils pourraient travailler avec des Chinois d'une région avec qui ils ont des liens ethniques. Il pourrait y avoir des Chinois canadiens à Guangdong ou Fujian, le tout dépendant des connaissances linguistiques et des origines de ces personnes. D'autres Chinois n'ayant pas de lien avec une ethnie chinoise peuvent réfléchir à cette situation, et décider de se faire leur propre opinion. On pourrait estimer que les choses sont trop compliquées puisqu'ils n'ont ni les connaissances ni l'expérience nécessaires, et choisir de se tenir à l'écart.

Quoi qu'il en soit, il sera indispensable d'être bien informé et de se passionner pour la Chine tout en regardant froidement les choses, ce qui épargnera beaucoup de difficultés à tout le monde.

[Traduit de l'anglais]